

16.01.2020

Comment la production de lait de l'UE peut-elle devenir respectueuse du climat et durable socialement et économiquement ?



© EMB

(Berlin, 16/01/2020) Il n'est un secret pour personne que la situation des producteurs dans l'agriculture est très difficile depuis des années. Par exemple, le prix payé au producteur ne couvre pas les coûts qu'entraîne la production de lait. En moyenne sur cinq ans, le déficit pour les producteurs allemands s'élève à 20 %, ce qui signifie un manque à gagner de 9 centimes pour chaque kilogramme de lait produit. Il en va de même pour le lait bio, avec un déficit de 21 % pour l'année 2018-2019.

« Nos agriculteurs sont de plus en plus marginalisés économiquement et socialement », résume Erwin Schöpges, producteur de lait belge et président de l'association des producteurs de lait European Milk Board (EMB). « Ceci s'explique par l'orientation de la politique agricole de l'UE qui, au lieu de favoriser une agriculture socialement durable, cherche à produire à bas prix pour être concurrentielle à l'international. Cette évolution ne date pas d'hier et nous fait descendre dans la rue pour protester depuis des années. » Johannes Pfaller, membre allemand du comité directeur de l'EMB, ajoute : « Dans une situation aussi déficitaire, si l'on rajoute encore des obligations aux agriculteurs, il ne faut pas s'étonner qu'ils manifestent avec autant de vigueur. En effet, comment peut-on attendre des producteurs qu'ils continuent de fournir, d'une part, des matières premières au prix le plus bas et, d'autre part, qu'ils se plient à des obligations supplémentaires qui génèrent des coûts importants ? Ce n'est tout simplement pas possible, cette contradiction broie les producteurs de lait. » Pour M. Pfaller, il devient très clair que la position des producteurs sur le marché doit être considérablement améliorée par un cadre réglementaire approprié. Celui-ci donnerait aux agriculteurs la possibilité de défendre correctement leurs intérêts économiques.

Document de position sur une production durable dans l'UE

La politique agricole actuelle doit être adaptée au niveau européen afin de régler la contradiction entre, d'une part, la pression de produire à bas prix et, d'autre part, les exigences environnementales. « Un changement d'orientation est nécessaire afin de parvenir à une production responsable dans l'UE », explique Erwin Schöpges. « L'EMB a rédigé un document de position sur ce sujet, qui prend en compte aussi bien la durabilité socio-économique que la durabilité écologique. » Ce document plaide en faveur de la mise en place d'un instrument de gestion de crise capable d'endiguer les crises récurrentes. Cet instrument permettrait de réduire la surproduction, ce qui, au-delà de l'effet positif sur les prix aux producteurs, contribuerait également à préserver les ressources – un aspect écologique important. Ce rapport s'oppose également aux accords de libre-échange sur les produits agricoles, car ils vont à l'encontre d'une production équitable et durable.

Comme le document de position l'expose clairement, des conditions importantes doivent être remplies par les responsables politiques afin que la durabilité, aussi bien écologique que sociale, ait véritablement une chance d'exister dans l'agriculture :

- La situation générale des agriculteurs doit être saine afin que ceux-ci puissent avoir la capacité de se plier à des obligations contraignantes. Cela signifie qu'il faut que les prix soient rémunérateurs, c'est-à-dire qu'ils couvrent les coûts de production, y compris un revenu décent pour le producteur. Pour cela, il faut que l'instrument de gestion de crise déjà cité soit mis en place au niveau européen et que soit créé un cadre réglementaire qui renforce la position des producteurs sur le marché.
- Les stratégies écologiques et les possibilités sur lesquelles sont fondées les obligations doivent être discutées et concertées avec les producteurs. Ceci inclut également la reconnaissance de la contribution écologique positive que

les agriculteurs apportent déjà – notamment le stockage du carbone ou la protection contre l'érosion – ainsi qu'un arrangement équitable sur la prise en charge des coûts des obligations environnementales. On ne peut pas simplement se défaire des coûts sur les agriculteurs.

Tous les acteurs doivent collaborer entre eux pour que l'agriculture soit durable socialement, économiquement et respectueuse du climat. À la politique revient la tâche importante d'élaborer un cadre adéquat, afin que les agricultrices et les agriculteurs ne soient plus marginalisés mais qu'ils soient à nouveau perçus comme des membres importants de la société.

Les producteurs de lait de l'EMB ne s'en remettent pas uniquement à la politique, mais aussi à leurs propres forces et au contact direct avec les consommateurs : par exemple, la marque *Le lait équitable*, qui a été lancée dans plusieurs pays européens par les producteurs de lait eux-mêmes, montre que les prix rémunérateurs ne sont pas une chimère. Pour qu'ils ne soient pas l'exception mais la règle, une condition doit toutefois être remplie : un cadre politique adéquat.

[Photos de la conférence de presse](#)

Contacts :

Erwin Schöppges – Président de l'EMB (DE, FR, NL) : +32 (0)497 90 45 47

Johannes Pfaller – Membre du comité directeur de l'EMB (DE) : +32 (0)170 457 36 79

Silvia Däberitz – Direction de l'EMB (FR, DE, EN) : +32 (0)2 808 1936

[<<< back](#)